

DES SOLUTIONS GLOBALES À DESTINATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

De la dématérialisation au management de l'énergie, le Groupe T2i propose des solutions clés en main à plus de 250 000 utilisateurs. Claude-Michel Salamin, président du conseil d'administration, nous explique les enjeux de la numérisation du secteur public.



Claude-Michel Salamin, président du Conseil d'administration du Groupe T2i.

“
LES TÂCHES
DES
COMMUNES
SONT DE
PLUS EN PLUS
NOMBREUSES.

Claude-Michel Salamin,
président du conseil
d'administration du Groupe T2i

» **Synergies: Comment décririez-vous les activités de votre groupe en quelques mots?**

Claude-Michel Salamin: Notre particularité est d'avoir deux métiers, à la fois éditeur de logiciels et intégrateur. Ce qui nous permet à travers le retour des clients d'avoir une compréhension globale du marché. Nous capitalisons ceci dans l'édition de nos logiciels. Nous avons acquis, depuis plus de 30 ans, un savoir-faire dans la gestion des ressources humaines, la dématérialisation de document et les services des conseils en infrastructure cloud. Nous avons également une expertise métier dans le domaine des administrations publiques et de l'immobilier. Pour une meilleure gouvernance, nous avons récemment regroupé l'ensemble de nos compétences sous une même structure, celle du Groupe T2i. Ce dernier a une vocation affichée: proposer des innovations utiles qui amènent de la pérennité à nos clients.

» **Qui sont vos clients ?**

En Suisse, le secteur public représente une part importante de nos activités avec plus de 150 communes qui nous font

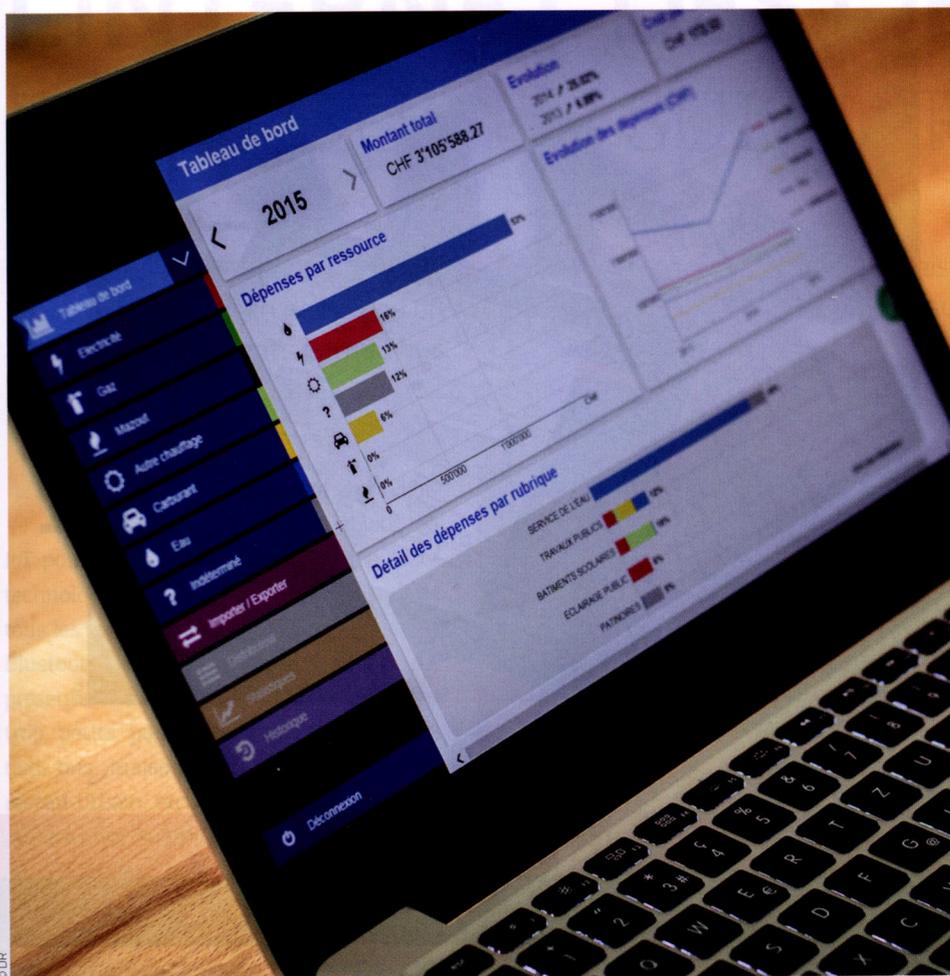
confiance dans la partie romande. Nous avons également de nombreux clients dans le domaine des assurances, des banques, du transport et de l'industrie. Le fait d'être actif dans des secteurs très variés nous permet de bénéficier des retours globaux d'expérience. C'est très utile au quotidien, cela permet d'adapter nos offres à la réalité du marché et aux besoins des utilisateurs.

» **Au fil des années, vous vous êtes développés en Suisse, en France, mais aussi au Canada, il y a la volonté d'occuper tout le marché francophone?**

Effectivement, la francophonie nous intéresse au premier chef. Nous avons également des clients en Belgique, par exemple. Cependant, pour l'instant, nous ne souhaitons pas aller au-delà car nous voulons tout d'abord asseoir notre réputation dans ces pays. Croître puis consolider, c'est notre philosophie depuis toujours.

» **D'autres développements sont-ils à l'ordre du jour?**

Chaque année, nous investissons plusieurs millions de francs pour améliorer nos logiciels et nos services. C'est absolument



Energyview vise à optimiser le management de l'énergie.

UNE SOLUTION DÉDIÉE AUX PROBLÉMATIQUES ÉNERGÉTIQUES

Objet d'un projet soutenu par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et porté par différents partenaires privés et publics dont le Groupe T2i, la plateforme en ligne EnergyView a pour vocation de faciliter le management des dépenses énergétiques des communes. En quelques clics, les comptes publics de la commune sont importés et il est ensuite très aisé de générer un tableau de bord des dépenses énergétiques. EnergyView est une solution conçue pour être auto-explicite, simple d'utilisation et compréhensible par tous, ce qui signifie qu'aucune compétence particulière n'est requise. Grâce à cette plateforme, il est notamment possible de découvrir le profil de consommation de la commune, d'identifier les gros consommateurs et les mesures d'économies prioritaires, de faciliter la discussion au sein de la commission d'énergie sur la base d'informations fiables et précises, mais aussi de faire converger les visions vers un consensus et des priorités claires.

www.energyview.ch

essentiel car la demande fonctionnelle du secteur communal est en pleine croissance et les adaptations légales sont constantes; je pense notamment à la norme ISO20022, MCH2, etc. Il faut souligner que les activités ne cessent de s'élargir pour les administrations publiques. Elles doivent donc être plus efficaces.

» **Les communes suisses ont-elles pris du retard dans leur processus de dématérialisation?**

Cela est en train de changer. Le fédéralisme ralentit parfois certaines évolutions, mais, à chaque changement d'exécutif ou de législatif, on sent qu'un pas supplémentaire est effectué vers la digitalisation. Il faut également mettre en évidence que les nouvelles lois et processus administratifs mis en place par les autorités cantonales et fédérales incitent

les administrations communales à recourir toujours plus à la dématérialisation dans les échanges d'informations.

» **Vous avez des exemples concrets?**

Notre solution de gestion des autorisations de construire et de suivi des constructions a été récemment certifiée par l'OFS et permet de mettre à jour automatiquement la base de données du Registre fédéral des bâtiments et des logements. Nous en sommes fiers puisque c'est la seule solution «romande» certifiée à ce jour et elle offre à nos clients un gain de temps important. Je pense également à notre logiciel Xpert Meeting qui permet d'optimiser la gestion des séances d'un conseil communal ou tout autre type de séances. Il offre, par exemple, la possibilité de suivre les informations échangées à distance et permet un meilleur suivi des décisions.